

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 14 juin 2021

Le 20 juin, exprimons notre colère Votons pour les listes de Lutte ouvrière

En pleine campagne électorale pour les régionales, les patrons continuent à annoncer leurs plans de licenciements, pendant que, côté gouvernement, on commence à ressortir les projets d'attaque contre les retraites. Sur le plan politique les discours d'extrême droite se banalisent, repris en grande partie par tout le monde des politiciens, tablant sur les préjugés pour leurs courses aux voix.

Mais samedi dernier, des milliers de personnes ont défilé partout en France à l'appel de plusieurs collectifs et organisations politiques et syndicales pour dénoncer la montée des idées d'extrême droite. Samedi prochain, 19 juin, sera jour de manifestations pour l'interdiction des licenciements, contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage.

Une crise qui s'enlise

Pour la plupart d'entre nous, les préoccupations du moment concernent davantage le chômage et la pauvreté qui s'aggravent, que les promesses électorales (jamais tenues) de tous les politiciens qui sollicitent nos suffrages. Chaque semaine, de nouveaux plans de licenciement sont annoncés, mais pendant ce temps, on apprend que les patrons du CAC 40 distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires et enregistrent des profits record, tandis que les milliardaires voient leur fortune bondir. La réforme de l'assurance chômage décrétée par le gouvernement va dégrader encore la situation des plus précaires. L'ancien premier ministre, Édouard Philippe, clame à nouveau qu'il va falloir reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite, pendant que Macron se tâte sur l'opportunité électorale de l'annoncer tout de suite.

Des idées réactionnaires pour tenter de diviser les travailleurs

Et c'est dans cette situation dramatique pour les couches populaires qu'on assiste ces derniers temps à un regain de propos réactionnaires, venant d'une extrême droite décomplexée, mais repris par une partie de la classe politique de droite comme de gauche. Jusqu'à un Fabien Roussel, candidat PCF à la présidentielle de 2022, qui propose sur le plateau de CNEWS que les demandeurs du droit d'asile déboutés qui n'acceptent pas de « rentrer chez eux » de leur plein gré, soient expulsés.

Ce n'est pas pour rien qu'on voit fleurir cette propagande nauséabonde : elle est un poison mortel pour le monde du travail, pour la jeunesse. Elle n'a pour but que de nous diviser, en désignant les travailleurs d'à côté, et non les patrons et actionnaires,

comme responsables de l'accroissement du chômage. Les politiciens qui la professent veulent avant tout s'en prendre aux travailleurs, aux femmes et aux plus pauvres, plutôt qu'aux riches.

Le RN de Marine Le Pen ne rêve que de gérer les affaires de la bourgeoisie, aujourd'hui dans les régions, et demain à l'échelle nationale, et il n'a grandi que grâce aux politiques menées par la gauche et la droite au pouvoir ces dernières décennies et aux régressions sociales qu'elles ont programmées.

Face aux patrons et aux gouvernants, opposons nos luttes

Face à tout cela nous devons défendre pied à pied nos droits et nos libertés. Exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le droit d'asile inconditionnel, une meilleure indemnisation du chômage, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Il n'y aura pas de « barrage à l'extrême droite » aux prochaines élections du côté des politiciens qui lui ont ouvert la porte. La seule façon de combattre réellement ces idées, c'est de lutter avec l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, français ou immigrés tous unis, pour faire reculer Macron et les patrons.

Participons nombreux à la manifestation du 19 juin à Paris contre les licenciements et le chômage.

Et le 20 juin, au premier tour des élections régionales et départementales, faisons entendre notre voix, celle du monde du travail, en votant pour les seules listes de candidats qui portent nos intérêts et affirment des perspectives révolutionnaires : celles de Lutte ouvrière.

Ça va chauffer !

Depuis plusieurs jours, il fait chaud dans les ateliers, et c'est encore plus pénible avec les masques. Il nous faut des bouteilles d'eau, une meilleure aération des bâtiments, des bâches pour limiter l'impact du soleil. Et surtout des pauses supplémentaires, une baisse de cadence... Que ceux qui nous refusent ça, et qui restent dans leurs bureaux climatisés, viennent prendre nos places, on verra comment ils se débrouillent.

La sécurité, la dernière de ses priorités !

Dimanche à l'Emboutissage, B5, une batterie d'un chariot élévateur a explosé. Par chance il n'y a pas eu de blessé. La direction veut faire des économies sur l'entretien des batteries, donc elle ne s'en occupe pas réellement et fait courir des risques à tout le monde.

Exigeons qu'elle y mette les moyens en matériel et en personnel !

On n'est Pack d'accord !

Au Pack Batteries B3 tout d'un coup, il y a une avalanche de chômage. La direction fait travailler les samedis et dimanches soirs pendant plusieurs mois mais maintenant il faudrait qu'on chôme avec perte de salaire ? Pas question. Ses problèmes de gestion des pièces c'est son affaire à la direction, pas la nôtre, exigeons le maintien des salaires à 100 %.

Un exemple pour nous

À PSA Hordain (ex-Sevelnord), ces derniers jours, les salariés de plusieurs secteurs ont débrayé pour revendiquer l'arrêt de la flexibilité, l'amélioration des conditions de travail avec création de postes, des effectifs supplémentaires... Ils ont obtenu que le travail le dimanche soir 13 juin ne soit plus obligatoire mais au volontariat, cette première victoire ne peut que les encourager à continuer. Ce lundi il y avait encore un débrayage au Montage.

Solidarité avec les Renault Flins

Début juin à Renault Flins, des débrayages importants ont eu lieu. Un comité d'organisation de la grève, avec syndiqués et non syndiqués, s'est créé et a produit un tract appelant à la mobilisation. Les salariés réclament des garanties sur leurs emplois.

Actuellement il y a 4 300 salariés (CDI, précaires et sous-traitants) sur le site, pour 2024 la direction veut arrêter définitivement la production de véhicules à Renault Flins pour en faire un site de recyclage avec très peu de personnel... des milliers de postes sont menacés, voire à long terme l'usine elle-même.

Le mardi 22 juin, il est prévu un rassemblement devant l'usine de Flins avec les salariés de la région, notamment de PSA Poissy. Les travailleurs de Flins ont raison de se mettre en grève, de faire pression sur la direction, de rechercher la solidarité ouvrière, c'est la seule solution pour garder les emplois.

Dieselgate : aux vrais pollueurs de payer !

Peugeot et Citroën ont été mis en examen la semaine dernière pour une enquête sur la fraude aux contrôles antipollution, comme l'ont été avant eux Renault et Volkswagen. Rappelons que lors de la mise en examen de ces derniers, à PSA Carrières, la direction avait ordonné la destruction des mails relatifs à ces tests. PSA pourrait écoper d'une amende de 5 milliards d'euros : selon une stratégie visant à fausser les tests. Hors de question qu'elle tente de nous le faire payer ses propres fraudes !

Accident mortel à Cléon : Renault responsable

Il aura fallu attendre 5 ans pour que Renault soit condamnée après la mort accidentelle d'un technicien de maintenance à l'usine de Cléon. Le jugement rendu il y a deux semaines souligne la responsabilité de la direction et condamne l'entreprise à une amende 300 000 €. Une maigre consolation pour la famille du salarié décédé. Mais un avertissement pour ces patrons prêts à sacrifier nos vies pour leurs profits.

Dans l'ingénierie Renault, la mobilisation continue

Le 1^{er} juin, environ 200 personnes se sont rassemblées devant le Technocentre Renault de Guyancourt : 70 de Lardy, des salariés d'Aubevoye, de Villiers-Saint-Frédéric, du Technocentre, de Cléon, du Mans, de Sandouville. Ils ne lâchent pas l'affaire et montrent qu'ils sont prêts à poursuivre la mobilisation contre l'externalisation forcée des 27 salariés de la maintenance, pour défendre les emplois et faire converger les luttes. Ils ont bien raison !

Le 19 juin contre les licenciements

Après la manifestation du 23 janvier qui avait réuni plus de 2 000 personnes et une trentaine de délégations de salariés d'entreprises en proie à des plans de suppressions d'emplois, les salariés licenciés du voyageur TUI appellent, avec d'autres, à se retrouver une nouvelle fois dans la rue le 19 juin.

Alors qu'ils empochent des profits et touchent de l'argent public, les patrons, notamment de Renault et PSA, font feu de tout prétexte pour justifier les plans sociaux, fermetures et autres destructions d'emplois.

Soyons nombreux ce samedi pour les dénoncer !

Bien réprimer pour mieux voter...

Ce samedi 12 juin, les élections législatives ont eu lieu en Algérie. Le président Tebboune s'est attaché à les préparer comme il se doit : des centaines de militants et de journalistes proches du Hirak ont été arrêtés et des manifestations interdites !

Mais le retour à la « normale » n'est pas pour demain : seuls 30 % des électeurs ont voté, donnant une pique de rappel que la population n'est pas prête à se laisser bernier par ce simulacre de démocratie.

Un an et demi après le début des mobilisations, le leitmotiv reste le même : « qu'ils dégagent tous ! »